

A bas le massacre des ouvriers et des paysans pour le compte de Franco, Azules et Companys!

Transformons la guerre impérialiste en Espagne en guerre classiste!

TRAVAILLEURS DU MEXIQUE!

Quand vous insurgerez-vous?

Permettez-vous à la Bourgeoisie mexicaine de répéter la même tromperie qu'en Espagne? Non! Vous [audra-t-il neuf] mois de massacres pour comprendre cette tromperie? Non! Nous apprenons la leçon de Barcelone! La tromperie de la Bourgeoisie espagnole a été possible seulement parce que les leaders avaient travaillé comme au Mexique, en abandonnant la défense des intérêts des travailleurs à la majorité du gouvernement « ouvrieriste » et parce qu'ils ont pu convaincre les travailleurs que la lutte contre le fascisme exigeait une trêve avec la Bourgeoisie républicaine.

Les leaders sociaux du Mexique ont abandonné la lutte de conquêtes économiques et ont intégré les travailleurs en les ligotant au gouvernement.

Tous les organismes syndicaux et politiques du Mexique appuyent l'envoi d'armes de la part du Gouvernement de Cardenas aux assassins de nos camarades de Barcelone. Tous donnent leur appui à la démagogie du Gouvernement. Aucune organisation n'expose la véritable fonction du Gouvernement de Cardenas.

Si les travailleurs du Mexique ne forment pas un parti véritablement classiste indépendant, nous subirons la même déroute que celle des travailleurs d'Espagne. Seul un parti indépendant du prolétariat peut contrecarrer le travail du Gouvernement qui sépare les paysans des ouvriers avec la farce de la distribution de quelques lopins de terre de la lagune, pour les séparer des ouvriers industriels.

La lutte contre la démagogie du Gouvernement, l'alliance avec les paysans et la lutte pour la révolution prolétarienne au Mexique sous le drapeau d'un nouveau parti communiste, seront la garantie de notre triomphe et la meilleure aide à nos frères d'Espagne!

Alerte, travailleurs du Mexique!

Nous ne devons pas être surpris par le faux ouvrierisme du Gouvernement. Plus d'armes aux assassins de nos frères d'Espagne!

Luttons pour un parti classiste indépendant!

A bas le Gouvernement de Front Populaire!

Vive la dictature du Proletariat!

« GROUPE DE TRAVAILLEURS MARXISTES »

Mai 1937. — Mexico.

La scission dans la Ligue des Communistes Internationalistes de Belgique

(Résolution de la C. E. de la Fraction Italienne de la gauche Communiste Internationale.)

La Conférence Nationale de la Ligue des Communistes Internationalistes de Belgique, tenue le 21 février 1937, après avoir approuvé la résolution sur la question espagnole, publiée dans le n. 2 du Bulletin de la dite Ligue, sous la signature du camarade A. Hennaut, décide:

1. De proclamer l'incompatibilité d'ap-

partenir à l'organisation, pour les membres qui se solidarisaient avec la résolution publiée dans le même numéro du Bulletin, sous la signature du camarade Jehan;

2. De conformer les rapports internationaux à cette décision politique, ce qui devait déterminer la rupture des rapports politiques entretenus, depuis 1932, entre la Ligue et notre fraction.

La majorité s'affirma sur ces questions

que la minorité, dont les partisans recrutèrent exclusivement dans la majorité du groupe de Bruxelles, décide de passer à la constitution de la « Fraction de la gauche communiste internationale » et publia son organe « Communiste » dont le n. 1 contient la Déclaration de Principes.

La collaboration établie, en 1932, entre la Ligue et notre fraction fut déterminée par la confluence des deux organisations dans la critique de la politique (Opposition Internationale de Gauche trotskyste) qui, au cours de l'attaque fasciste en Allemagne, avait appelé les ouvriers à lutter en vue d'un front unitaire pour la défense des « revendications démocratiques », ces dernières étant considérées comme une étape possible de la lutte pour la révolution communiste dont le succès et la clef se trouverait encore dans le parti communiste.

Les questions centrales du mouvement ouvrier, celles de l'Etat et du parti, se trouvaient évidemment incluses dans les critiques émises par les deux organisations à l'Opposition Internationale, dans le rejet de la lutte sur la base des « mots d'ordre démocratiques »; tout aussi bien que dans l'opposition à considérer le parti dégénéré comme un instrument possible de la lutte prolétarienne. Ces deux éléments positifs de la situation de l'époque contenaient l'obligation, pour les deux organisations, d'établir des bases communes de travail, afin de voir si la possibilité se serait ensuite déclarée pour l'établissement de rapports définitifs entre le prolétariat et de la nouvelle Internationale prolétarienne.

La négation des solutions proposées par l'Opposition Internationale de Gauche aux questions du Parti et de l'Etat constituait une prémisse de l'indispensable affirmation ultérieure, mais ne pouvait pas constituer l'affirmation elle-même. Cette dernière ne pouvait résulter que de la solution convergente donnée par les deux organisations aux nouveaux problèmes surgis avec la dégénérescence et la chute des Partis Communistes et de la Troisième Internationale. Le travail de reconstruction du patrimoine idéologique du prolétariat ouvrait évidemment l'alternative de la collaboration ou de la rupture définitive. C'est uniquement la

discussion politique en correspondance avec la marche des événements qui pouvait décider de l'issue des rapports entre la Ligue et notre fraction.

« Les directives pour une action communiste révolutionnaire » (décembre 1931), constituant le document de base de la Ligue, furent considérées, par notre fraction, comme pouvant permettre l'établissement des premiers rapports entre les deux organisations en vue du travail de clarification idéologique. Voici deux paragraphes contenus dans le dit document: Sur le problème de l'Etat (fascisme et antifascisme). De ce qui précède il résulte que tant que le capitalisme subsistera il pourra avoir recours, selon les besoins du moment, à l'emploi, soit de l'une, soit de l'autre forme de dictature. D'une façon absolue il n'existe aucune limite au delà de laquelle le recours à la méthode démocratique devient impossible. De même qu'une coalition réformatrice bourgeoise — coalition formelle ou tacite — peut servir d'introduction à un régime de dictature ouverte, une période de gouvernement fasciste peut préparer les voies qui rendent nécessaire à la bourgeoisie un essai de reconstitution de formes plus démocratiques de gouvernement. Tout cela dépend des rapports de forces entre la bourgeoisie et le prolétariat et non dans la moindre mesure de la capacité et de l'influence de son avant-garde: le parti communiste révolutionnaire. »

L'idée de la démocratie et du fascisme, en tant que deux formes de domination de la bourgeoisie, est clairement réaffirmée, et renforcée par l'hypothèse d'une succession d'un régime démocratique à un régime fasciste. Quant à cette hypothèse, — considérée du point de vue d'une transmission pacifique du gouvernement de la part des fascistes à une équipe démocratique —, notre fraction ne pourrait pas s'y rallier, l'abatement du fascisme étant inconcevable sans l'insurrection prolétarienne et c'est seulement après l'écrasement de cette dernière, qu'une restauration bourgeoise deviendrait possible. Toutefois le passage que nous avons reporté de la Déclaration des Principes de la Ligue, aurait dû préserver cette organisation des positions qui ont servi, en Italie et en Allemagne à décomposer le front prolétarien de résistance du prolétariat à l'attaque fasciste du capitalisme.